

Familles, nature et Premières Nations

Des aspects oubliés du retour à la terre durant la Grande Dépression

Jean-Philippe Bernard

Numéro 144, hiver 2021

Les années 1930 : crise, espoirs et renouveau

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95914ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bernard, J.-P. (2021). Familles, nature et Premières Nations : des aspects oubliés du retour à la terre durant la Grande Dépression. *Cap-aux-Diamants*, (144), 20–24.



Aimé Guertin et un groupe de colons à la gare Union d'Ottawa, avant leur départ pour Rivière Solitaire, vers 1933 (07H, P8, S1, D16). (BAnQ).

FAMILLES, NATURE ET PREMIÈRES NATIONS : DES ASPECTS OUBLIÉS DU RETOUR À LA TERRE DURANT LA GRANDE DÉPRESSION

par Jean-Philippe Bernard

Le krach qui frappe la bourse de New York à l'automne 1929 se fait rapidement sentir à l'échelle du Canada et dans la province de Québec.

En septembre 1930, élu sous la promesse de « trouver un emploi à tous ceux qui souhaite-

ront travailler », le gouvernement conservateur de Richard Bedford Bennett adopte la première d'une série de lois appelées « *Relief Act* » permettant de financer de nouvelles mesures pour lutter contre le chômage. L'une de ces lois, celle de 1932, va donner naissance à une entente tripartite entre le gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités afin de placer des chômeurs sur des terres de la Couronne. Connu sous le nom de plan Gordon, ce programme est adopté au Québec le 28 juillet 1932. Alors qu'il était prévu que le programme s'échelonne sur deux ans et finance le placement de seulement 1 000 familles, il est renouvelé sans discontinuité jusqu'en mars 1942. En tout, ce sont plus de 5 000 familles, soit 26 683 personnes, qui en ont bénéficié. Ces statistiques impressionnantes sont rapidement



Maison de colon, canton Bédard. Photo : Eugène Gagné, 1935 (03Q, E6, S7, SS1, P2226). (BAnQ).

dépassées par le vaste programme de ruralisation qu'entreprend à son compte la province durant la décennie. Le célèbre plan Vautrin, en vigueur de l'automne 1934 au printemps 1937, favorise à lui seul le placement de près de 30 000 personnes, alors que d'autres programmes destinés aux fils de cultivateurs et aux journaliers des campagnes atteignent une popularité similaire. Au sortir de la crise, ce sont plus de 130 000 personnes qui ont bénéficié de ce vaste projet étatique de lutte contre le chômage et d'aménagement du territoire.

La popularité de ces programmes au Québec, lorsqu'on la compare à celle des programmes mis sur pied dans les autres provinces, a longtemps permis aux historiens de conclure à « l'exception » québécoise. La fréquence et la force des discours anti-modernistes et du sentiment anti-urbain, la multiplication des congrès de colonisation et les pastorales reprenant sans cesse la valeur de la ruralisation comme seule solution à la crise ont grandement alimenté ce récit. L'influence indéniable de ces discours dits « agriculturistes » sur les citoyens et citoyennes du Québec ne doit toutefois pas masquer le fait que partout en Amérique du Nord, le retour à la terre apparaît comme une solution populaire. Un réflexe bien ancien, si l'on en croit l'historienne Ruth H. Sandwell, qui suggère que la crise économique est perçue comme un problème découlant des maux du capitalisme industriel et de la modernité, des phénomènes surtout associés à l'urbanisation et à l'exode rural. Renverser cette tendance

devient l'une des seules solutions jugées efficaces par ces agrariens. L'indépendance, le travail de la terre et l'accès à la propriété sont autant de caractéristiques de cette solution qui encouragent les États occidentaux à « faire de la terre neuve ». Même aux États-Unis, où Franklin D. Roosevelt adopte son New Deal, un modèle en matière de régulation de l'économie capitaliste en crise, le retour à la terre apparaît comme un moyen de redonner espoir aux chômeurs, tout en leur insufflant des idées de liberté, d'éthique de travail et d'autonomie vis-à-vis de l'État. Exceptionnelle, la situation de la colonisation au Québec? Elle possède certes une histoire qui lui est propre, mais il ne faut pas non plus exagérer son caractère distinct.

AUTRES PERSPECTIVES

Mais au-delà de cette influence du clérico-nationalisme et de l'« exception » provinciale, le retour à la terre durant les années 1930 mérite que l'on s'y intéresse sous d'autres perspectives : celles de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la citoyenneté, notamment. Comme le soulignent Maurice Asselin et Benoît-Beaudry Gourde, sous cet « assaut concerté de milliers de nouveaux colons qui, par la hache et le feu, font systématiquement reculer la forêt pour conquérir de nouvelles terres, le domaine rural de l'Abitibi et du Témiscamingue s'agrandit considérablement ». Pour soutenir cet essor de l'agriculture dans la région, 42 nouvelles paroisses sont ouvertes entre 1932 et



Labour mécanisé à l'aide d'un bulldozer sur le lot d'un colon, Abitibi. Photo : Canadien National, 1937. (08Y, P213, P6). (BAnQ).

1940. Alors que le nombre de fermes croît de 3 768 à 9 626, la superficie des terres défrichées fait plus que doubler, passant de 61 942 hectares (620 km²) à 126 917 hectares (1 270 km²). Dans ces régions où la saison agricole est courte et où les possibilités d'en tirer des revenus se font rares, le bois est synonyme de capital. Ce modèle de développement, qui remonte au XIX^e siècle et que l'historien Normand Séguin a nommé « agro-forestier », contribue de manière marquée à réduire la taille de la forêt. Encouragées par le discours des élites religieuses et politiques, les milliers de familles placées contribuent à repousser les limites de cette forêt perçue comme hostile et « sauvage », puisqu'inexploitée. Un procédé qui, tout comme les percées de l'industrie forestière, réduit considérablement le couvert forestier de ces régions.

ASPECT SOCIAL

Les conséquences de ce modèle d'exploitation du territoire sont également d'ordre social. Il y a quelques décennies déjà, le sociologue Robert Laplante reprochait aux historiens de la colonisation des années 1930 d'avoir effacé les protagonistes de cette histoire : les chômeurs-colons. En outre, insistait-il, lorsque des historiens s'étaient intéressés à eux, ils les avaient décrits comme des victimes de la convergence des intérêts catholiques et du capitalisme industriel qui, profitant de la crise et de la précarité des familles, encourageaient des chômeurs inexpérimentés à se placer sur des terres peu favorables à l'agriculture. Pousés rapidement à abandonner cette agriculture de subsistance, ils se retrouvaient alors à la merci des entreprises minières et forestières qui profitaient de cette main-d'œuvre docile et abordable pour s'enrichir et exporter davantage de capitaux

vers Toronto ou New York. Pour Laplante, ce « misérabilisme » était une interprétation jusqu'alors réductionniste du portrait migratoire de ces familles qui, il faut le reconnaître, étaient volontaires. Heureusement, cette histoire a depuis été bonifiée par de nombreuses recherches sur la vie collective des colonies, la place qu'y ont prise le mouvement coopératif et les syndicats agricoles, de même que le développement d'un sentiment d'appartenance au territoire qui reste encore aujourd'hui central dans les politiques d'aménagement du territoire. Autant de perspectives qui, sans embellir aveuglément l'expérience des chômeurs, complexifient le portrait de cette décennie laissé par les historiens adhérant aux thèses du développement du sous-développement. C'est un courant en étude du développement qui soutient que derrière certaines politiques de développement se cache un objectif de « sous-développement » des territoires afin d'appuyer un projet d'expansion des centres politiques et économiques. Cette caractéristique inhérente à certains projets de développement lui vaut ainsi la formule, certes peu élégante, mais tout de même juste, de « développement du sous-développement ».

Malgré tout, ces nouveaux regards ne permettent que timidement de plonger dans l'expérience de ceux et celles ayant vécu ces programmes. Expérience différenciée selon leur classe sociale, leur genre, leur provenance, etc. Pensons à cette femme qui a dû patienter près de six mois avant d'aller rejoindre son mari parti défricher un lot et construire la maison qui pourrait accueillir sa famille en Abitibi. À ce colon arrêté par un garde-chasse pour braconnage alors que, si l'on s'en tient aux archives, il aurait tué un orignal femelle en contravention aux lois de la chasse, et ce, afin de vendre la viande et de tirer les revenus nécessaires pour nourrir sa famille. Ou encore à ces institutrices ou à ces gardes-malades qui, encouragées par les publicités du ministère de la Colonisation, ont écrit aux curés des nouvelles paroisses pour obtenir des informations dans le but de s'y établir. En s'intéressant aux nombreuses sources que ces gens ont laissées dans les archives religieuses, judiciaires ou administratives, il nous est possible de retracer en partie leurs diverses trajectoires et d'alimenter une nouvelle histoire de la vie en colonie. Ces sources témoignent des projets que ces personnes portaient, des ressources qu'elles ont déployées pour se faire une vie sur la terre et des stratégies qu'elles ont adoptées pour obtenir une éducation, des soins et une assistance de l'État qu'elles jugeaient justes et mérités.

PREMIÈRES NATIONS

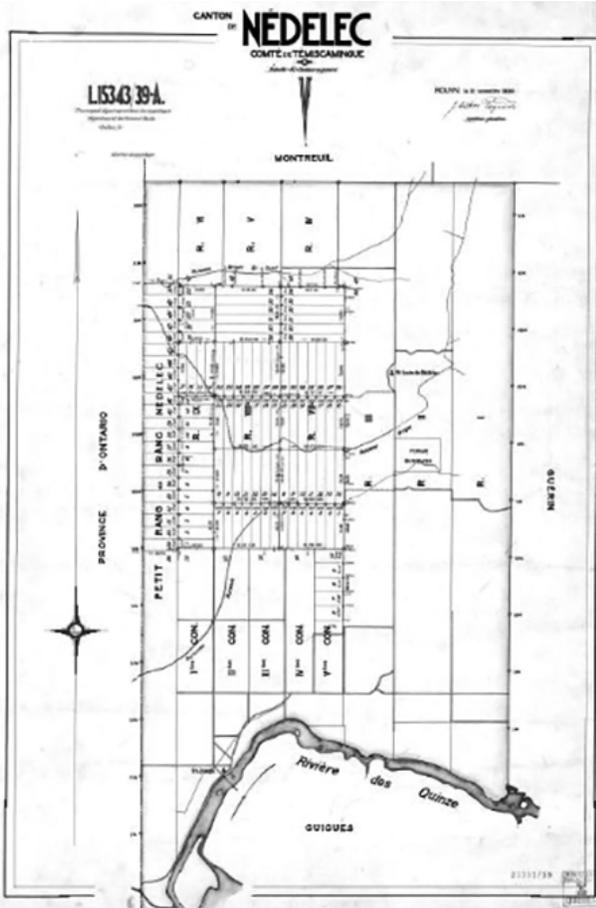
À cette méconnaissance de la diversité des expériences des personnes placées sur la terre, on doit ajouter l'invisibilisation des Premières Nations et des conséquences des changements survenus dans les années 1930 sur les communautés du Moyen-Nord québécois. Le portrait habituel que l'on en fait est celui d'une colonisation sans colonialisme. L'histoire de cette extension rapide de l'œkoumène québécois est pourtant marquée par une succession d'épisodes d'accaparement de terres par l'État et de conflits d'usage autour de ressources naturelles convoitées par les colons, les Autochtones et les industries extractives. Après tout, pour coloniser, il faut des terres. Et les terres du domaine « public » sur lesquelles sont placées les familles durant la décennie sont des territoires ancestraux pour de nombreuses communautés autochtones, qui vivent les contre-coups de leur arpentage, de leur classification et de leur lotissement en vue d'en faire des colonies. Sur ces lots, on place des colons qui, poussés par la pauvreté et par des discours valorisant l'auto-suffisance, multiplient les stratégies pour trouver des revenus et de la nourriture aux environs de la ferme, en exploitant intensivement les ressources fauniques, halieutiques et forestières qui s'y trouvent. Ils coupent du bois, trappent des animaux à fourrure, chassent et pêchent sans grande considération pour les lois provinciales sur la chasse et les contraintes qu'imposent ces pratiques sur la disponibilité des ressources pour

les Premières Nations. À ces formes plus déstructurées d'appropriation du territoire s'ajoutent celles plus institutionnelles.

Parmi de nombreux exemples, on trouve le cas de la réserve fédérale appartenant à la bande de Timiskaming et située dans le canton de Nédélec, au Témiscamingue. Seule réserve indienne dans toute la région, elle fait l'objet de pressions constantes durant la décennie. Pour le ministère québécois de la Colonisation et les municipalités avoisinantes, la réserve est jugée comme « nuisible au développement agricole, scolaire et commercial » du comté. Les autorités ont d'autres projets pour son développement : on souhaite y placer des chômeurs et construire une route de colonisation qui la traverserait. Entre juin 1937 et juin 1939, trois référendums de cession sont soumis à la bande, qui les rejette par une forte majorité. C'est finalement une campagne de séduction, menée par des politiciens locaux et l'agent du département des Affaires indiennes en juin 1939, et la proposition d'un montant de 30 000 \$ en échange des terres qui auront raison de la résistance des Algonquins. Le 24 juin, un quatrième vote se tient. Cette fois, la cession est adoptée et plus de la moitié (8 500 acres sur 14 620) de cette réserve passe aux mains de la Couronne. « C'est avec joie, écrit le maire de Nédélec au département des Affaires indiennes quelques jours après le vote, que je viens sur celle-ci vous remercier sincèrement en mon nom et au nom de la paroisse du grand dévouement que vous avez apporté à notre cause qui est pour nous une question vitale, car l'obtention de cette réserve,



Madelinots de passage à Québec, en route pour l'île Nepawa. Photo : Eugène Gagné, 1941. (03Q, E6, S7, SS1, P3198). (BAnQ).



Canton de Nédélec, comté de Témiscamingue, par Hector Paquin, 10 novembre 1939. (03Q, E21, S555, SS1, SSS1, PN.10C). (BAnQ).

nous permettra de doubler la population de notre paroisse [sic]. » Même si plusieurs éléments de cette cession demeurent inconnus et donnent l'impression d'une manœuvre de la part des autorités ecclésiastiques et étatiques, le frein au projet de développement du canton de Nédélec était dorénavant levé.

Ce survol du retour à la terre comme solution au chômage durant la Grande Dépression n'offre qu'un aperçu des nombreuses contributions à l'histoire sociale, environnementale et autochtone qu'offre cette question. Il nous rappelle qu'à travers ce vécu des familles et ses conséquences sur la nature, le territoire et les Premières Nations, cet événement constitue un objet d'étude unique pour réfléchir à la nécessité de prendre en compte les questions environnementales et humaines des politiques de développement adoptées en réponse à des crises économiques. Si l'histoire ne se répète jamais, il y a dans ce récit certaines leçons à tirer concernant la manière dont les sociétés occidentales doivent penser leurs rapports au territoire et à la nature. La crise économique et climatique qui

frappe à nos portes nécessitera une réponse prenant en considération la place des Autochtones, les citoyens et citoyennes plus vulnérables et la nature, si l'on ne veut pas reproduire les erreurs de notre passé.

Jean-Philippe Bernard est candidat au doctorat à l'Université du Québec à Montréal.

Pour en savoir plus :

« Loi assurant l'expansion de la colonisation dans le Témiscamingue », *Statuts de la province de Québec*, 3 Geo. VI, c. 48, 1939.

Rapports annuels du ministère de la Colonisation, Québec, 1934 à 1942.

BAC, RG10, volume 7795, do. 29035, pt. 2, bobine C-12072, Timiskaming Agency – Correspondence Regarding the Colonization of the Indian Lands of Nedelec Reserve, 1909-1939.

Harry Hereford. *The Unemployment and Agricultural Assistance Act, 1940. Report of Dominion Commissioner of Unemployment Relief for the Fiscal Year Ending March 31, 1941*. Ottawa, Ministère du Travail, 31 mars 1941.

Sources secondaires

Dona Brown. *Back to the Land: the Enduring Dream of Self-Sufficiency in Modern America*. Madison, University of Wisconsin Press, 2011.

Colin M. Coates et Graeme Wynn (dir.). *The Nature of Canada*. Vancouver, On Point Press, 2019.

Jess Gilbert. *Planning Democracy. Agrarian Intellectuals and the Intended New Deal*. New Haven, Yale University Press, 2015.

Robert Laplante. « La colonisation de l'Abitibi/Témiscamingue : un bilan de la recherche ». *Recherches sociographiques*, vol. 28, n° 23, 1987, p. 415-433.

R. W. Sandwell. *Canada's Rural Majority: Household, Environment, and Economies, 1870-1940*. Toronto, University of Toronto Press, 2016.

Normand Séguin (dir.). *Agriculture et colonisation au Québec : aspects historiques*. Montréal, Boréal Express, 1980.

James Struthers. *No Fault of Their Own: Unemployment and the Canadian Welfare State, 1914-1941*. Toronto, University of Toronto Press, 1983.

Odette Vincent (dir.). *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995.